
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 12/10/2017 au 18/10/2017

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Durant la visite au Mexique du Premier Ministre canadien, Justin Trudeau, les chefs de l'Etat des deux pays ont affirmé leur volonté de poursuivre la renégociation de l'ALENA afin de redéfinir l'accord d'une manière bénéfique au trois pays. Le président Peña Nieto a affirmé que le Mexique ne serait pas « otage » de la renégociation de l'ALENA, et que les discussions sur l'augmentation des salaires mexicains seraient une opportunité pour le Mexique d'améliorer la condition salariale du pays, dont la compétitivité devrait provenir non du niveau des salaires mais de la qualification et la productivité de la main d'œuvre salariale.

Au sortir de la quatrième ronde de renégociation de l'ALENA, le processus de renégociation va être étendu à 2018, le calendrier fixé jusqu'à présent apparaissant désormais trop ambitieux. Les différentes positions entre les Etats-Unis et les deux autres partenaires semblent difficiles à conjuguer – les représentants mexicains jugeant une partie des propositions américaines « inacceptables ». Les trois partenaires souhaitent conduire les discussions le plus rapidement afin d'éviter l'incertitude liée aux contextes électoraux au Mexique et aux Etats-Unis. La cinquième ronde de négociation se déroulera du 17 au 21 novembre 2017, plus tard que la date initialement prévue (du 29 octobre au 2 novembre) dans la ville de Mexico.

La stratégie de diversification commerciale du Mexique commence peut-être à porter ses fruits, puisque les exportations mexicaines vers le Brésil ou l'Union Européenne sont en hausse. Les exportations vers le Brésil ont enregistré une augmentation de 13,5% entre janvier et août 2017 (contre -32,3% sur la même période 2016) ; celles vers l'Union Européenne ont augmenté de 13,7% (contre 0,5% l'année précédente). La part des exportations mexicaines destinées aux Etats-Unis est passée de 81,2% du total des exportations mexicaines entre janvier et août 2016 à 80,49% sur la même période 2017. Face à l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et la remise en cause de l'ALENA, les autorités mexicaines ont déclaré faire de la diversification de leurs partenaires commerciaux une priorité afin de réduire leur dépendance aux Etats-Unis.

Economie

Le Ministre des Finances mexicain, José Antonio Meade a rapporté l'augmentation des estimations de croissance du Mexique en 2018 par plusieurs organismes internationaux, dont la Banque Centrale (de 1,8% à 2,2%), le FMI (de 1,9% à 2,1%) et l'agence de notation Fitch (de 2,2% à 2,4%). Ce regain d'optimisme découle des bons résultats de la croissance mexicaine au premier semestre, de l'activation des « bons catastrophe » de la Banque Mondiale destinés à la reconstruction ainsi que des bons résultats des finances publiques. On peut toutefois noter que le FMI a légèrement abaissé ses prévisions de croissance pour 2018 à 1,9% (-0,1 point) du fait de l'incertitude liée à la renégociation de l'ALENA et aux élections 2018, ainsi qu'à l'affaiblissement de la demande interne. L'organisme précise que cette projection est basée sur un scénario dans lequel une renégociation de l'ALENA bénéfique aux trois partenaires est conclue.

L'incertitude liée à la renégociation de l'ALENA fait pression sur la monnaie mexicaine qui a enregistré de fortes fluctuations. Le peso s'est déprécié jusqu'à un niveau de 19,13 pesos pour 1 USD le 17 octobre, avant de s'apprécier à nouveau à 18,78 pesos pour 1 USD au sortir de la quatrième ronde de négociation. Comme l'a souligné le sous-gouverneur de la Banque centrale Alejandro Diaz de Leon, les raisons de cette dépréciation ne sont pour la plupart pas liées aux variables financières mexicaines, mais incluent, outre l'incertitude autour de la renégociation de l'ALENA, l'approche des élections de 2018 et les possibles changements de politique monétaire de la Réserve Fédérale américaine.

*Taux de change au 18 octobre 2017 : 1 USD = 18,89 pesos MXN

Selon l'INEGI, l'activité industrielle au Mexique a enregistré une contraction de 0,6% (g.a.) au mois d'août 2017. Cette réduction est notamment due à une baisse de l'activité économique minière (-9,6% g.a.), du secteur de la construction (-1,5% g.a.), tandis que d'autres secteurs comme l'industrie manufacturière ont contribué positivement à l'activité industrielle, avec une augmentation de 3,1% (g.a.).

L'Etat de Guanajuato s'est imposé comme l'Etat leader de la production industrielle mexicaine : la croissance moyenne annuelle entre 2012 et 2017 s'est établie à 5,5% et la part de l'Etat dans la production industrielle nationale en 2017 est de 10,5%. Les parcs industriels constituent une importante incitation d'investissement, à l'origine de taux de croissance largement supérieurs à la moyenne nationale.

Les créations d'emplois formels sur l'ensemble de l'année ont atteint 812 292 postes selon l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS). En septembre, 136 051 emplois ont été créés ; en douze mois (septembre 2016-septembre 2017), la variation de l'emploi est de +4,3%, tirée notamment par les secteurs de l'agriculture et de l'élevage (+8,1% g.a.), des transports (+6,7% g.a.) et le secteur manufacturier (5,25% g.a.). Les créations d'emplois formels sous le mandat du Président Enrique Peña Nieto ont ainsi dépassé les 3 millions depuis 2012.

Selon l'administration fiscale (Servicio de Administracion Tributaria, SAT), le programme de rapatriement de capitaux mis en place par le Ministère des finances au début de l'année a permis, au 9 octobre 2017, le retour de 295 Mds de pesos d'environ 3700 contribuables résidant à l'étranger. Ce programme permet à ces derniers de bénéficier d'une amnistie fiscale et de taux préférentiels de paiement de l'impôt sur le revenu (8%), à condition que les capitaux rapatriés soient réinvestis dans des activités productives au Mexique pour au moins deux ans.

Selon le Ministère de l'Agriculture mexicain (SAGARPA), en quatre ans, le Mexique a doublé sa superficie en agriculture biologique, avec 1 million d'hectares cultivés en 2017. Sur cette période, l'agriculture biologique et ses produits ont généré près de 1,8Mds USD de recettes d'exportations ainsi que la création de 877 000 emplois. Les principales productions biologiques sont : le café, avocats, miel, cacao, mangues, entre autres.

Finances publiques

La Commission des Finances de la Chambre des Députés du Congrès de l'Union a approuvé le plan fiscal 2018 présenté par le Ministère des Finances et du Crédit Public, qui n'a que peu évolué depuis sa version initiale. Les seules modifications ont concerné l'estimation du taux de change (de 18,10 à 18,40 pesos pour 1 USD) et du prix du baril de pétrole (de 46 à 48,5 USD par baril). Les députés de la Commission des Finances ont ainsi approuvé un budget supérieur à celui proposé initialement par le gouvernement, de 43 Mds de pesos (2,276 Mds USD*). Le montant d'endettement interne net du gouvernement a été établi à 470 Mds de pesos, et un montant maximum d'endettement net externe a été fixé à 5,5 Mds de pesos, un chiffre inférieur de 300 M de pesos à celui de l'année dernière. En 2018, le budget destiné au paiement des pensions de retraites sera supérieur de 5,5% aux ressources prévues par le budget de cette année, tandis que celles destinées à la santé, à l'éducation et au développement social n'augmenteront que de 4,5%, 1,8% et 3,4% respectivement par rapport aux niveaux de 2017.

Alors que la production de pétrole mexicaine a enregistré son niveau minimal en 37 ans au mois de septembre 2017, avec 1,73 M de barils par jour en moyenne (-18% par rapport à septembre 2016), Vanessa Rubio, vice-ministre des Finances, a déclaré que le Mexique avait conclu l'achat de nouvelles couvertures pétrolières pour 2018. Ces couvertures assurent les revenus pétroliers mexicains contre les fluctuations du prix du baril. Les couvertures ont été achetées sur la base d'un prix de 46 USD par baril. En 2016, le Mexique avait perçu pour la deuxième année consécutive des bénéfices grâce à l'acquisition des couvertures pétrolières, pour un montant de 2,650 Mds USD.

Entreprises et grands contrats

La Commission Nationale d'Hydrocarbures (CNH) a lancé un appel d'offre pour un contrat de commercialisation d'hydrocarbures d'une validité de trois ans. L'appel d'offre reprendrait la place laissée par l'arrêt de certains services proposés par PMI Comercio Internacional (filiale de commercialisation de PEMEX), concernerait

*Taux de change au 18 octobre 2017 : 1 USD = 18,89 pesos MXN

la production issue des contrats de production partagée, et prévoirait un début de l'activité du nouveau distributeur pour janvier 2018.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 18/10/2017
Bourse (IPC)	-0,45%	+3,81%	49 938,98
Risque pays (EMBI+Mx)	-0,56%	-12,25%	179
Taux de change USD/Peso	+0,91%	+1,18%	18,89
Taux de change Euro/Peso	+0,27%	+7,93%	22,13
Prix du baril de pétrole (USD)	+2,03%	+14,91%	49,25

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

Selon la Banque Centrale du Costa Rica, la croissance au mois d'août a été de 3,2%, soit une baisse de 0,5 points de pourcentage par rapport à août 2016. La baisse de 29,4% de l'activité économique du secteur de la construction privée, expliquée par la forte saison des pluies qui a retardé plusieurs projets de construction, est la principale raison de cet essoufflement.

Les revenus touristiques ont atteint 4 Mds USD de juillet 2016 à juin 2017. En 2016, le Costa Rica a accueilli 2,9 millions de touristes, un record pour le pays. Par ailleurs, les dépenses à l'étranger des costaricains ont atteint 885 M USD sur la période.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

Le Guatemala a pour objectif d'être l'un des premiers producteurs de sucre au niveau mondial. Le sucre et ses dérivés représentent 9,4% des exportations du Guatemala (en 2016, elles ont généré 985 MUSD) mais aussi 5% des emplois dans l'ensemble du pays : 77 000 emplois directs et 385 000 indirects. Le pays est le second exportateur de sucre d'Amérique Latine (après le Brésil) et le quatrième au niveau mondial. En termes de productivité, le pays occupe le troisième rang mondial.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

Selon la Banque Centrale du Honduras, l'activité économique a connu une croissance de 5,4% en août, soit 2 points de plus qu'en août 2016. Cette croissance a été tirée principalement par le secteur de l'assurance, des fonds de Pension et de l'intermédiation financière, qui y a contribué à hauteur de 1,5 point de pourcentage, de l'agriculture, qui en explique 1,2 point de pourcentage et du secteur manufacturier, responsable pour 1,1 point de pourcentage.

61% de l'énergie électrique produite au Honduras provient de sources renouvelables, les 39% restants étant de l'énergie thermique. L'Entreprise Nationale d'Energie Electrique (ENEE) dispose des principaux projets du secteur suivants : la centrale hydroélectrique Patuca III (104 MW), les 15 parcs photovoltaïques (454 MW) du pays ainsi que les deux parcs éoliens (175 MW). Le parc hydroélectrique du pays représente en tout 670,4 MW. Récemment, la première station géothermique du pays a été inaugurée avec une capacité de production de 35 MW. L'ENEE continue d'orienter la politique du pays vers une matrice énergétique plus verte, avec un réel désir d'attraction d'investissements internationaux.

*Taux de change au 18 octobre 2017 : 1 USD = 18,89 pesos MXN

Selon la Banque Centrale du Nicaragua, l'emploi formel a augmenté de 6,6% au mois d'août et le salaire moyen réel de 2,5%, en comparaison avec la même période de l'année précédente. L'emploi a le plus augmenté dans le secteur commercial, hôtelier et de la restauration (13,6%), dans le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau (10,8%), de la construction (10,4%) et dans le secteur minier (10%).

L'activité minière au Nicaragua a augmenté de 9,2% annuels en moyenne annuelle sur la période 2006-2016. Cette augmentation est principalement due à une hausse des investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur, à la montée des prix des matières premières minières et à l'augmentation d'exportations d'or brut. Le pays a extrait et exporté au total 2,216 millions d'onces troy au cours des 10 dernières années. Durant cette période il a reçu 793 MUSD d'investissements, soit en moyenne près de 80 MUSD/an.

Le Nicaragua a signé avec le Fonds International de Développement de l'OPEC (OFID) un prêt de 10,5 MUSD pour un projet d'électrification rurale de la région caraïbe du pays. Ce projet permettra d'amplifier l'électrification et de normaliser l'approvisionnement électrique de 6317 foyers, permettant l'accès à l'électricité à près de 35000 personnes. Les travaux commenceront en janvier 2018 et s'exécuteront sur une période de 3 ans, via l'Entreprise Nationale de Transmission Electrique (ENATREL). Le prêt de l'OFID est effectué sur 20 ans, incluant une période de grâce de 5 ans, au taux d'intérêt de 1,75% annuels. Ce fond de l'OPEP vise à lutter contre la pauvreté et à développer les infrastructures basiques partout dans le monde.

Durant l'exercice 2016/17 (octobre-septembre), le Canal enregistre un record de tonnage au-delà des attentes, en hausse de 22% par rapport à 2015/16. Soutenu par la capacité additionnelle, due à l'élargissement, le Canal enregistre 403,8 millions de tonnes CP/SUAB (mesure du volume du système universel de tonnage de navires du Canal de Panama), dépassant les 399 millions de tonnes prévues et les 330,4 millions de tonnes CP/SUAB du précédent exercice 2015/16. Les revenus des péages et autres services maritimes ont augmenté de 14,3% en g.a., atteignant 2,691 Mds USD. Les porte-conteneurs sont restés le segment ayant le plus recours au Canal, suivis des navires avec du gaz naturel de pétrole et gaz naturel. L'Autorité du Canal de Panama (ACP) prévoit pour l'exercice 2017/18 des revenus de 3,37 Mds USD et un apport à l'Etat de 1,659 Md USD. De plus, l'ACP prévoit 429,4 millions de tonnes (soit 26 millions de plus qu'en 2016/17).

De janvier à août 2017, le Fonds d'Epargne Panaméen (FEP) a atteint un rendement de 4,42%, ce qui correspond à un bénéfice net de 55,5 M USD. Si cette tendance se maintient jusqu'en décembre, les bénéfices pour l'année 2017 pourraient être supérieurs à 57 M USD (record enregistré en 2014). Le FEP a été favorisé par la bonne performance des titres dans lesquels sont placés les investissements, en particulier ceux à revenus variables. Les actions pèsent 20% dans le portefeuille des investissements mais contribuent à hauteur de 55% au rendement total du Fonds. Elles ont un rendement positif en raison des flux mondiaux recherchant un profil de risque plus haut. De plus, l'économie étatsunienne, où investit principalement le FEP, présente des résultats positifs. Le patrimoine actuel du Fonds est de 1,32 Md USD et depuis 2012 il a généré pour 217 M USD de revenus.

Le jour férié, décidé pour la qualification à la Coupe du monde 2018, entraînerait des pertes économiques. La décision du Président Varela de déclarer, en début de matinée, le 11 octobre comme jour de fête nationale, pour les travailleurs des secteurs public et privé, a suscité de nombreuses critiques des principales associations d'entreprises du pays. Ce décret a été annoncé sans concertation avec le secteur privé. Le jour férié impacterait négativement l'économie, en particulier les activités portuaires et logistiques qui sont supposées être opérationnelles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Cela affecte l'image du pays qui souhaite devenir une plateforme logistique. Cette annonce a été d'autant plus mal accueillie que les organisations reconnaissent une décélération de l'économie panaméenne.

Selon la Banque Centrale du Salvador, les transferts familiaux des migrants (remesas) reçus par le Salvador ont enregistré une croissance de 10,4% (g.a.) au troisième trimestre 2017. Ils ont représenté près de 3,7 milliards de dollars entre juillet et septembre 2017, dont 97% proviennent des Etats-Unis.

*Taux de change au 18 octobre 2017 : 1 USD = 18,89 pesos MXN

La Chambre d'Industrie Textile, Confection et Zones Franches (CAMTEX) a élaboré une stratégie pour appuyer le secteur textile dans les quinze prochaines années. En 2016, le secteur a exporté 2,521 MUSD vers les Etats-Unis, l'objectif est d'attendre 4,200 MUSD à horizon 2032. L'un des leviers de la CAMTEX est de se spécialiser dans la manufacture de tissus synthétiques afin d'attirer 50 MUSD d'investissement annuel - et de faire face à la forte concurrence du Honduras et du Nicaragua. Au Salvador, le secteur textile représente 70 000 emplois et 50% des exportations totale du pays.

Le Salvador cherche à pénétrer le marché touristique européen. Le Ministère du Tourisme (MITUR) a mis en place un fond de 10 MUSD annuels pour développer une stratégie attractive basée sur 4 points : travailler l'image positive du pays, solidifier l'industrie / favoriser la présence des investisseurs, promouvoir des nouveaux produits liés au tourisme (artisanat, montagnes, plages, gastronomie, loisirs, etc) ; enfin faire connaître le pays sur la scène internationale (3 MUSD sont attribués à ce dernier poste).

Des actions coordonnées s'attaquant au défi du changement climatique sont nécessaires, selon le communiqué de la réunion annuelle du Groupe Banque mondiale et du FMI, réunissant les ministres des Finances des Etats. Reconnaissant que les petits Etats insulaires sont largement plus affectés par les catastrophes naturelles, leur assurer un accès permanent au financement est primordial. Les risques encourus requièrent une action mondiale coordonnée. La Banque Mondiale reconnaît un besoin d'innovation afin de s'attaquer aux défis de long-terme et de renforcer la résilience des îles affectées. Les participants ont également noté l'importance de faire des progrès sur la Feuille de route des petits États de la Banque mondiale, qui propose diverses initiatives visant à promouvoir leur résilience. Enfin, suite aux ouragans Irma et Maria, les évaluations des dégâts et des besoins sont toujours en cours, mais la Banque Mondiale indique que les conséquences économiques et sur les infrastructures seront extrêmement importantes. Plus de 2 millions de personnes ont été touchées, avec des dommages presque totaux dans les zones les plus affectées.

La dette publique atteindra près de 100% du PIB, à moyen terme, si les faiblesses économiques persistent et si les Bahamas subissent des chocs économiques ou liés à des ouragans, selon le FMI. Le Fonds prévoyait que la dette atteigne 73,3% du PIB pour cette année budgétaire, en l'absence de choc extérieur. Cependant, l'échec des politiques économique et budgétaire du gouvernement entraînera une hausse de la dette publique. Avec un déficit primaire prévu à 2,6% du PIB, la dette s'établirait à 91% du PIB en 2022. Le fardeau de la dette augmenterait fortement pour atteindre près de 100% du PIB à moyen terme, les besoins de financements bruts augmentant à 11% du PIB. Les Bahamas pourraient inverser la crise budgétaire en accélérant la croissance du PIB et en éliminant le déficit, combinaison qui pourrait réduire la dette nationale à 7,2 Mds BBD (3,6 Mds USD).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 18 octobre 2017 : 1 USD = 18,89 pesos MXN